

Nepad, une réponse africaine à la mondialisation ?

Le Nepad est une nouvelle initiative émanant de certains pays d'Afrique pour relancer le développement du continent. Après les échecs des tentatives précédentes, pourra-t-il être un véritable levier ?

A l'origine, la **Nouvelle initiative (NIA)** est la fusion de deux plans proposée au sommet de Syrte en mars 2000 à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) : le plan Oméga du président sénégalais Abdoulaye Wade et le plan d'action sur le Partenariat africain du millénaire (MAP) des présidents Thabo Mbeki, Olusegun Obasanjo et Abdelaziz Bouteflika. La NIA fut approuvée par le sommet des chefs d'États en juillet 2001. Mais cette dernière fut rebaptisée **Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad)**, abréviation de l'anglais New Partnership for African Development, lors du sommet extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) au Nigeria à Abuja le 23 octobre 2001.

Objectif principal : renforcer la présence, l'intégration et le rôle de l'Afrique dans l'économie mondiale. Le Nepad met l'accent sur la vision commune, la conviction profonde et partagée, et la détermination des dirigeants africains de sortir par eux-mêmes du sous-développement et de l'exclusion de la mondialisation. Cette notion de fossé à combler est le cœur même du Nepad. La réalisation de ces objectifs demeure la préoccupation majeure des États africains.

Le défi du Nepad, être un levier pour l'Afrique

En se référant aux expériences historiques, les dirigeants africains tirent comme leçon que les Africains doivent être les architectes de leur propre développement durable. Leur démarche est en rupture avec la démarche habituelle qui consiste à appliquer les projets ou les politiques imposés par l'extérieur. Ce plan souligne la nécessaire coopération entre l'Afrique et le reste du monde, fondée sur le respect et l'équité. Le Nepad apporterait en conséquence un nouveau souffle sur le continent. Le souhait est fait que ce plan sorte le continent de sa léthargie, soit l'occasion de réconcilier les Africains avec eux-mêmes et qu'il soit celui des peuples et non celui des institutions ou des dirigeants.

Pour y parvenir, les dirigeants ont reconnu leur responsabilité dans la réalisation des conditions préalables du développement. Si l'Afrique ne saisit pas cette chance alors que les pressions exercées par la mondialisation battent leur plein, nombreux sont ceux qui pensent que dès lors la pauvreté et le « sous-développement » feront partie intégrante et de manière permanente du décor.

Des objectifs réalistes ?

Dans le but d'atteindre les objectifs du Nepad, les chefs d'État se sont retrouvés à Dakar pour échanger sur la capacité de financement des Africains. Au regard des objectifs basés sur la réduction de la pauvreté de moitié d'ici à 2015, ils doivent mobiliser des ressources annuelles correspondant à 12 % du PIB global de l'Afrique, soit un montant d'environ 45 000 milliards de FCFA. Si l'on considère le poids économique de l'Afrique dans l'ordre mondial, le tour n'est pas joué.

Le Nepad traduit une réelle volonté d'agir, mais cela suffit-il ? Comment passer à la phase opérationnelle et comment boucler le financement des projets ? Quelle gouvernance politique et économique ? Comment donner un meilleur devenir à l'agriculture africaine ? Tant de questions qui semblent pour l'ensemble non résolues et qui font se poser la question d'une réalisation effective du Nepad.

La question du financement ou de l'affranchissement de l'Afrique face aux institutions financières internationales

L'ambition était depuis le départ de rompre avec la tradition du binôme infernal crédit-aide, favorisant le cercle infernal de la marginalisation du continent. Pour ce faire, les dirigeants ont décidé de faire appel aux investissements du secteur privé. Mais les capitaux tardent à venir et des solutions de rechange font surface. « *L'Afrique n'est pas à vendre* », clament

Carte d'identité

Nom : **Nepad** : Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique

Date de naissance : 11 juillet 2001

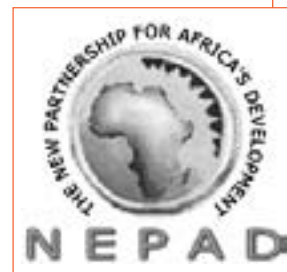
Lieu de naissance : Lusaka, Zambie

Date d'entrée en vigueur : 23 octobre 2001

Concepteurs : Abdoulaye Wade, Sénégal ; Abdelaziz Bouteflika, Algérie ; Thabo Mbeki, Afrique du Sud ; Olusegun Obasanjo, Nigeria ; Hosni Moubarak, Égypte.

Structure et organisation :

- un comité des chefs d'État chargé de la mise en œuvre du Nepad se réunit trois fois par an ;
- un secrétariat ;
- un comité de pilotage chargé de proposer un plan de stratégie de mise en œuvre du Nepad ;
- des groupes de travail pour la conception et l'application des programmes ;
- un mécanisme d'évaluation par les pairs (MAEP) pour les réformes.





certain. Relevant le caractère néo-libéral du Nepad, certains intervenants craignent une nouvelle mise sous tutelle du continent par les pays du Nord. Ils rajoutent que le programme relève d'une certaine marchandisation du continent.

En effet, en remontant en arrière on dénote une prise de position forte du G8. Ce dernier a obtenu le changement du nom du plan. Certains s'en inquiètent : « Si cette appellation du Nepad conditionne le soutien financier, s'en est fait de l'autonomie du continent à mener ses propres politique et stratégie au sein de ce plan. » De plus, si l'on repense à la manière dont le Plan de Lagos avait été enterré par le G7 il y a deux décennies, la confiance envers les bailleurs des pays riches serait largement amoindrie. Par manque de financement, les concepteurs du Plan de Lagos avait fait appel au G7, qui s'était empressé de transmettre le dossier au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. Les institutions de Bretton Woods présentèrent leur solution : les plans d'ajustement structurel, qui enterrent le Plan de Lagos, et eurent pour conséquence les effets qu'on leur connaît : marginalisation, pauvreté croissante, dépendance financière accrue... Michel Camdessus (FMI) a cependant tenu à préciser que le Nepad ne se limite pas à une série d'engagements financiers des pays riches, mais

constituait toutefois un cadre stratégique de coopération entre partenaires du Sud et du Nord, destiné à attirer l'aide publique au développement mais aussi à mobiliser les secteurs

privés africains et étrangers afin de permettre le développement dans la transparence et la bonne gouvernance. Cependant les financements tardent à venir...

Les objectifs du Nepad 2001-2015

- Éradiquer à long terme la pauvreté.
- Inscrire le continent sur le chemin de la croissance et du développement humain.
- Promouvoir le rôle des femmes.
- 7 % de croissance du PIB/an d'ici à 2015.
- Réduire de moitié en 2015 la pauvreté prévalant en 1990.
- Scolarisation de tous dans l'enseignement primaire avec éradication des disparités filles-garçons dès 2005.
- Réduire des 3/4 le taux de mortalité lié à la maternité.
- Permettre l'accès à la santé générique en 2015.
- Récupération des pertes des ressources écologiques.

10 priorités

- Bonne gouvernance publique.
- Bonne gouvernance de l'économie privée.
- Infrastructures, transports et énergie.
- Éducation.
- Santé.
- Culture et tourisme.

- NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) agriculture.
- Environnement, eau et assainissement.
- Accès aux marchés des pays développés.

Stratégies

- Développer des approches nationale, régionale et mondiale de croissance et de développement durable avec réduction de la pauvreté et des inégalités.
- Participer à la mondialisation et à la globalisation avec diversification des activités, amélioration de la compétitivité et une meilleure intégration.
- Sortir du binôme crédit-aide.
- Restaurer et maintenir la paix, promouvoir la démocratie.
- Restaurer et maintenir la stabilité macroéconomique et créer des emplois.
- Promouvoir un meilleur cadre juridique et réglementaire.
- Développer la formation professionnelle, la santé, promouvoir le rôle des femmes.
- Développer les secteurs d'activité.

► « Attention à ce que le Nepad n'institue pas une nouvelle forme d'ingérence indirecte du G8 dans les affaires intérieures africaines. » Mais peut être est-ce déjà trop tard ? Le plan d'action du G8 apporte au Nepad une réponse

limitée écartant toute hypothèse d'augmentation de l'aide ou de réduction de la dette et renvoyant au secteur privé le financement des infrastructures. Le secteur privé sera-t-il à même de relever ce défi ? Certaines organisations de la

société civile dénoncent un manque de concertation en amont de la demande de soutien financier. Pour ces dernières, si le temps avait été pris d'expliquer le contenu du plan aux Africains pour retenir leur adhésion et leur soutien, il aurait été possible de voir combien de fonds auraient été recueillis pour assurer le financement en interne, avant de faire appel à la « générosité » du G8.

Extraits de : « Le Nepad et l'agriculture africaine, pour une initiative en faveur des paysans »

Service d'appui aux initiatives locales de développement (SAILD), Cameroun

L'agriculture africaine est un secteur démantelé par les Plans d'Ajustement Structurel, phénomène accentué par la détérioration des termes de l'échange sur les matières premières et auquel la dette a porté un coup fatal. La libéralisation a exposé d'autant plus les producteurs à une concurrence externe, avec toutes les conséquences que cela comporte (marginalisation de l'agriculture, démantèlement des systèmes d'approvisionnement en intrants...). L'absence totale de politique claire dans le secteur ne favorise pas l'agriculture. Le Nepad propose-t-il une alternative ?

Le PDDAA : Nébuleuse ou programme réaliste ?

Le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) constitue le volet agricole du Nepad. Il a été élaboré par la FAO en collaboration avec le comité directeur du Nepad et adopté le 9 juin 2002 à Rome. Ses objectifs sont :

- L'accroissement des superficies cultivées de façon durable associé à la maîtrise de l'eau.
- L'amélioration des infrastructures et de l'accès au marché.
- L'augmentation des approvisionnements alimentaires et la réduction de la faim.
- La stimulation de la recherche, du développement et du transfert technologique.

Le PDDAA s'appuiera sur les programmes régionaux de sécurité alimentaire (PRSA) ainsi que sur l'harmonisation des politiques agricoles et commerciales des Communautés économiques régionales (CER) pour réaliser ses objectifs. Les coûts de mise en œuvre du volet agricole du Nepad sont estimés à 251 milliards de US dollars (dont un tiers proviendrait de l'aide publique au développement).

Quelle place pour le petit producteur africain ?

Le caractère non participatif du processus qui a conduit à l'élaboration du Nepad pose un problème d'appropriation par les paysans du volet agricole de l'initiative. Quel sera le choix de type d'agriculture que le Nepad préconisera pour fonder le développement du secteur ? En Afrique, les systèmes agraires sont souvent faibles et improductifs, en raison de nombreux facteurs extérieurs, mais davantage à cause du manque de formation des petits paysans aux techniques de production améliorée. Cette question est peu ou pas prise en compte dans le PDDAA, de même que la structuration du monde rural qui est une condition *sine qua non* pour l'efficacité des actions à y mener.

La réussite de la mise en œuvre du PDDAA est tributaire de :

- Une bonne information des populations à la base sur ses objectifs, ses moyens et ses avantages à le soutenir.
- L'éclosion d'une réelle volonté politique des leaders africains à impulser le développement du monde rural.
- La définition d'une stratégie claire et courageuse pour la conduite des négociations commerciales.
- La mise en œuvre effective des programmes de bonne gouvernance qui éviterait la distraction des fonds disponibles pour le financement de l'agriculture.
- La mise en œuvre effective des programmes d'intégration au niveau des régions.
- La définition claire d'une politique sur les questions essentielles pour le développement de l'agriculture.
- La création de conditions idoines pour une intervention efficace en milieu rural.

Intériorisation du libéralisme par l'Afrique

Le Nepad est présenté par certains détracteurs comme une greffe de réponse néo-libérale au développement et non comme propre à l'Afrique. « C'est une célébration de l'idéologie libérale. Il prône les postulats de base qui conçoivent le marché comme le facteur unique de développement et qui voient les mécanismes proposés – Accords de Cotonou, Agoa (African Growth and Opportunity Act...) – comme des opportunités susceptibles de régler les problèmes des africains », déclame le docteur Marèma Touré, sociologue à Dakar. De ce fait, le Nepad n'est pas une réponse africaine à la mondialisation. Par ailleurs, cette initiative n'aborde aucunement la question des inégalités ni la manière d'y remédier, elle a une vision très minimaliste du rôle des États en Afrique.

Quelle place pour la société civile ? « Nepad vu d'en bas »

C'est sur le front de l'appropriation que le Nepad est le plus critiqué. Il reste l'un des rares plans d'actions lancés à l'initiative des chefs d'États africains et promu sur la scène internationale à profiter d'une visibilité positive. Néanmoins, il néglige la relation des gouvernements avec leur population alors que le document de base indiquait que « les priorités et les plans de développement nationaux et régionaux devaient être préparés par des processus participatifs impliquant le peuple ».

À côté des rencontres des chefs d'États, la société civile africaine ne peut rester en marge de ce nouveau processus de développement. Elle doit jouer un rôle central et s'appuyer sur les communautés de base. Des rencontres ont été initiées pour que cette dernière puisse apporter sa contribution. La démarche *top-down* adoptée est un départ mais reste insuffisante. Pour certains, les carences des textes du Nepad et modalités de sa rédaction, côtoient une démarche méprisante de la part des chefs d'États africains porteurs de l'initiative qui

Extraits de la déclaration finale de Niamey du 27 juin 2003 : « Propositions paysannes : Quelle agriculture pour le Nepad ? »

Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa)

Les Organisations paysannes et de producteurs agricoles (Oppa) constatent que la vision, les orientations et les stratégies proposées dans les principaux documents que sont le programme agricole du Nepad, les Programmes régionaux de sécurité alimentaire et le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine ne sont pas nouvelles. En effet, les grandes priorités sont les mêmes depuis les négociations et l'application des Programmes d'ajustement structurel agricole. (...)

Les Oppa de l'Afrique de l'Ouest regrettent fortement que la vision, les orientations et les stratégies du Nepad n'aient pas été suffisamment discutées et négociées avec les principaux acteurs que sont les exploitations familiales et leurs organisations. La démarche appliquée jusqu'à aujourd'hui ne correspond pas encore aux principes fondateurs du Nepad que sont la mobilisation interne des forces vives, des ressources africaines et du partenariat. (...)

Dans un tel contexte (concurrence, surendettement, dépendance alimentaire, menaces sur les ressources alimentaires...), il est impossible pour les paysans africains d'être compétitifs sur le marché mondial et encore moins de compter sur l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour une application juste des règles économiques équitables. (...)

C'est pourquoi, fonder principalement la croissance et le développement de l'agriculture africaine sur les exportations et les marchés externes n'offre aucune garantie de relever les défis de nourrir la population africaine ni de lui donner des opportunités durables de génération de revenus décents. Les Oppa sont convaincues que privilégier la consommation intérieure de ce que nous produisons et qui correspond à notre culture, à notre sociologie et à notre histoire représente l'avenir. Une telle option répond parfaitement au souhait des chefs d'État du Nepad, de faire de l'agriculture un vaste secteur de progrès économique et de locomotive pour la croissance économique des autres segments de nos économies.

Sous ce rapport, les Oppa de l'Afrique de l'Ouest scellent solennellement devant les populations et les autorités politiques du continent les engagements suivants :

- Élever durablement notre productivité (...)
- Organiser nos professions afin qu'elles soient performantes (...)

Ce faisant, nous souhaitons de la part des États, des organisations économiques régionales les engagements ci-après :

- Le traitement équitable de l'agriculture dans l'allocation des ressources budgétaires (...)
- Étendre la bonne gouvernance à la société civile rurale (...)
- Mettre en place, et selon l'esprit de partenariat du Nepad, dans les pays, les sous-régions et le continent, des outils et des mécanismes de soutien à l'investissement privé des exploitations familiales agricoles (...)

Le Nepad, en ouvrant un espace de concertation large entre les acteurs du continent et en mettant en première ligne ces derniers, augure d'un grand espoir. Les Oppa ont par leur travail et le fruit de leur travail, contribué grandement à l'édification des États et des villes. Elles sont encore capables, à condition de leur faire la place qu'elles méritent, de relever avec les États, les autres acteurs et la communauté internationale les défis qui interpellent le continent. La concertation, le dialogue, l'écoute attentive de l'autre sont encore des valeurs réelles en Afrique. Leurs usages, par tous mais d'abord par les plus hautes autorités politiques du continent peuvent nous remettre dans le sillage des nations qui sont aujourd'hui enviées, parce que l'homme y mange à sa faim, se soigne lorsqu'il est malade, se déplace, communique et se cultive quand le besoin se fait sentir.

Sites

www.nepad.org, www.uneca.org, www.roppa.info, www.ruralinfos.org,
www.saild.org, www.africaonline.com, www.lemonde.fr, www.rfi.fr

auraient préféré négocier avec leurs homologues occidentaux plutôt que de mettre en débat le programme avec leurs concitoyens. Autre écueil : la question du développement est rarement abordée en termes de projets pluriels de société et de forces sociales. Le document du Nepad repose sur une volonté déconcertante de généralisation. Or en refusant de considérer la diversité des situations et des intérêts exprimés sur le continent, on pourra difficilement atteindre les buts énoncés.

Le Nepad, une réalité dans les faits ?

Le bilan provisoire après l'approbation du texte fondateur laisse songeur. Le plan n'a pas

réussi à lancer des actions réellement convaincantes, même dans les domaines qui ne dépendent pas des bailleurs de fonds. Le Nepad serait-il une utopie comme certains l'appréhendent ? Le manque de visibilité à long terme et la nouveauté du processus ne permettent pas réellement de juger. L'approche économique reste prégnante et la mise en œuvre concrète des programmes laisse en suspens de nombreuses questions, telle que celle sur la pertinence des choix, méthodes et outils de travail utilisés par les experts. On peut déjà appréhender les effets de l'approche sectorielle fort mise en avant dans le Nepad et qui jusqu'à présent n'a pas fait ses preuves (plans d'ajustement structurel). Le manque de structures horizontales chargées de coordonner les

actions des différents groupes de travail dans chaque secteur renforce ce premier constat.

Cependant le Nepad reste l'un des rares plans qui bénéficie d'une telle vision positive par un tel nombre d'acteurs différents : il porte un espoir et une dynamique indispensables au continent. ■

*Éléments rassemblés
par Émilie Baconnier,
Inter-Réseaux*